

Vaccins
L'Europe dépassée,
La France déclassée



Culture, musées
Louis Aliot
à l'offensive

1^{er} TRIMESTRE 2021 | NUMÉRO 3

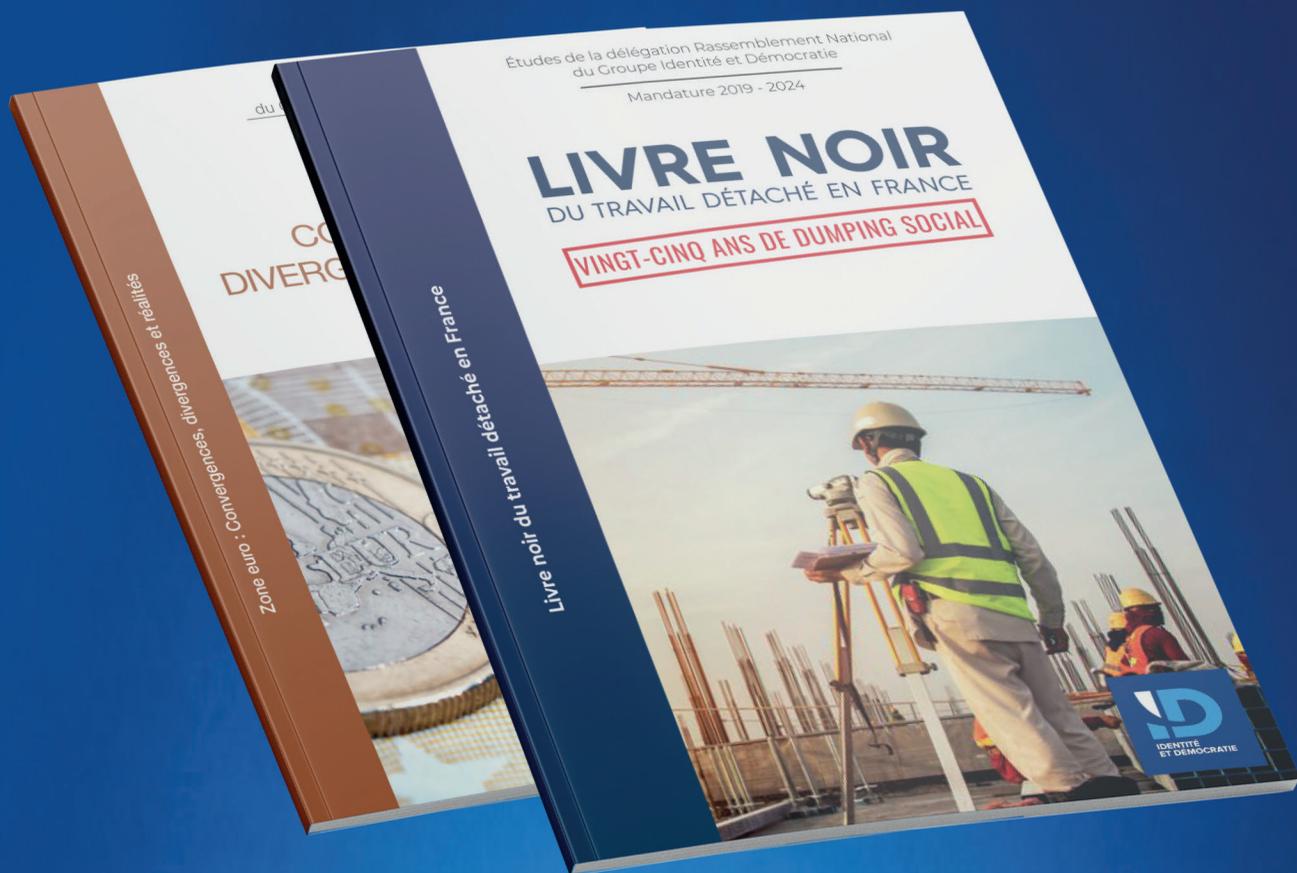
VU D'EUROPE

Le magazine de la délégation française du groupe *Identité et Démocratie*

*Politique Agricole
Commune*

**Nos
paysans
sacrifiés**

**Comment la PAC,
renégociée cette année,
a décimé notre agriculture**



À RETROUVER SUR **NOTRE BLOG**

WWW.ID-FRANCE.EU



POUR RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE :

M. Laurent HUSSER,
Parlement européen - ATR 07K066
Rue Wiertz 60, B-1047 Bruxelles - Belgique
laurent.husser@europarl.europa.eu

Pénurie de vaccins et déclin français

Jérôme Rivière. *Président de la Délégation française du Groupe ID au Parlement européen*

Le constat est sans appel. La France de Louis Pasteur, celle des grandes avancées scientifiques, est la seule des cinq puissances membres du conseil de sécurité de l'ONU à s'être montrée incapable de produire son propre vaccin. Contre le coronavirus, la France a utilisé ses vieilles recettes étatistes, quand l'urgence réclamait au contraire de l'adaptabilité : des actions ciblées pour soigner, prendre en charge les cas graves et vacciner.

Venant après la révélation de notre dépendance vis-à-vis de la Chine concernant la fabrication de nombreux médicaments, puis celle du poids sans cesse grandissant de notre technostucture responsable, en grande partie, de la pénurie de masques, cette incapacité française à fabriquer son propre vaccin ajoute encore au terrible constat de son déclin.

Ce diagnostic d'incapacité à relever les défis de son temps vaut aussi bien sûr, et peut-être avant tout, pour l'Union européenne.

À l'initiative de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et des Pays-Bas, les Vingt-sept ont en effet décidé de confier à la Commission les négociations pour les commandes de vaccins.



À ceux qui, comme le Groupe ID, se sont élevés dès le départ contre ces nouvelles compétences retirées aux États, les réponses apportées par sa présidente, Ursula von der Leyen, étaient toujours les mêmes : avec l'UE, promis-juré, nous serons plus forts pour négocier avec plus de laboratoires sur plus de quantité, diversifier les risques, payer moins cher, tout en harmonisant la vaccination à l'échelle européenne. Pas question, même en cas de péril mortel, de renoncer à la sacrosainte liberté de circulation des biens et des personnes, fussent-elles soumises à confinements...

On connaît la suite : freinée par ses incessants processus bureaucratiques et normatifs, Bruxelles n'a pas saisi l'enjeu majeur que constitue la production et la vente d'un vaccin en matière de lutte géopolitique à l'échelle mondiale. Résultat : les pays de l'Union européenne sont

les bonnets d'âne de la classe, tandis que le Royaume-Uni, dégagé des contraintes de Bruxelles, est le pays d'Europe qui vaccine le plus. En plus de l'opacité sur les prix et les conditions d'achats de ces vaccins, la Commission a aussi signé une sorte de chèque en blanc aux laboratoires : ceux-ci étant exempts de toute responsabilité sanitaire, cette responsabilité est reportée sur les États. La Commission ne peut être coupable puisqu'elle n'a pas de compétence en matière de santé. Mais alors, pourquoi lui confier la négociation ?

On nous rétorquera que le Royaume-Uni ou Israël ont payé le prix fort pour leurs doses. Mais au regard du prix d'une journée de confinement, fallait-il vraiment hésiter ?

Immobilisme, incompétence, idéologie. Les trois "i" de Bruxelles nous coûtent cher. Très cher. ●

« Les pays de l'UE bonnet d'âne de l'Europe. En tête : le Royaume Uni post-Brexit »



L'EUROPE *une civilisation*



Quand l'UE veut transformer Frontex en agence pro-migrants

Nicolas Bay. *Vice-président du Groupe ID au Parlement européen*

Il y a quelques semaines, Bruxelles a lancé une offensive tous azimuts contre Frontex, l'agence européenne des garde-frontières et garde-côtes. Les accusations pleuvent : lenteur dans le recrutement des commissaires politiques pudiquement nommés "agents des droits fondamentaux", manque de transparence, dépenses injustifiées... Mais la critique la plus surprenante reste que Frontex aurait repoussé des migrants clandestins tentant d'accoster en Grèce!

C'est pourtant le rôle de Frontex et ce qui devrait être sa mission quotidienne. Faut-il rappeler à la Commission que Frontex est chargée de soutenir les États dans la surveillance et la protection des frontières extérieures de l'UE? Les faits reprochés ne

sont d'ailleurs pas même établis puisque l'enquête actuellement diligentée n'a pu établir aucune irrégularité sur huit cas de "refoulement" déjà étudiés.



La coordination évidente de ces attaques signe leur caractère politique. Que reproche-t-on réellement, au fond, à Frontex et ses agents? C'est tout simplement d'essayer, tant bien que mal et malgré les entraves bruxelloises, de défendre les frontières extérieures de l'Europe. Cette idée semble insupportable à la gauche politique, médiatique et associative résolument pro-migrants. Des communistes aux macronistes de "Renew Europe", ils veulent

tous paralyser Frontex et en faire officiellement une agence humanitaire sécurisant l'arrivée des migrants.

En pointe pour ce projet, la commissaire Ylva Johansson, une sorte de Clémentine Autain suédoise chargée, à Bruxelles, des Affaires intérieures et de l'immigration. Madame Johansson avait résumé son point de vue en septembre dernier, affirmant que « nous avons besoin de migrants, notre société vieillit, nous devons créer de nouvelles voies d'immigration légale ».

Comment imaginer que ce genre de personne pourrait vouloir protéger les frontières extérieures de l'UE? La Commission ne veut pas de garde-frontières, ni même de frontières tout court! Bruxelles a fait son choix : le droit des migrants prime sur le droit des peuples européens à rester maîtres chez eux. ●

« Bruxelles a fait son choix : le droit des migrants prime sur le droit des peuples européens à rester maîtres chez eux. »



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**

NOS DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN:

*Jordan Bardella / Hélène Laporte / Thierry Mariani /
Dominique Bilde / Hervé Juvin / Joëlle Mélin /
Nicolas Bay / Virginie Joron / Jean-Paul Garraud /
Catherine Griset / Gilles Lebreton / Maxette Pirbakas /
Jean-François Jalkh / Aurélia Beigneux / Gilbert Collard /
Julie Lechanteux / Philippe Olivier / Annika Bruna /
Jérôme Riv  re Président de la Délégation française
du Groupe ID au Parlement européen / France Jamet /
André Rougé / Mathilde Androuët /
Jean-Lin Lacapelle /*



ÉDITOS

- Jérôme Rivière.**
Pénurie de vaccins et déclin français 3
- Nicolas Bay.** *Quand l'UE veut transformer
Frontex en agence pro-migrants* 5

DÉPUTÉS EN POINTE

- Solidarité européenne, vraiment ?* 8
- Intelligence artificielle et ligne rouge* 9
- "De la ferme à la fourchette"* 9
- Traités de libre-échange :
les "pleins pouvoirs" de la Commission* 10



© WIRESTOCK - STOCK.ADOBE.COM

À LA UNE

*La PAC, machine à broyer
nos agriculteurs* 12

L'infographie 15

*Méditerranée, nos marins
pêcheurs en péril* 16

*RN : pour une "Politique
agricole française"* 17

*"Notre agriculture bientôt
aux mains de nouveaux féodaux"* 18

Édité par la Délégation française du Groupe
Identité et Démocratie au Parlement européen.
Photos de couverture : Adobe Stock/pict rider
Imprimeur : Agence Unanime



ALAIN ROBERT/SIPA

LE GRAND TÉMOIN

- Louis Aliot :** *"La réouverture
des musées est vitale !"* 20

ACTUALITÉ

- L'Albanie dans l'UE,
attention danger !* 22

TRIBUNES

- Julie Lechanteux :**
*Le tourisme, pilier sacrifié
de notre économie* 24
- Jordan Bardella :**
*Le sultan Erdogan
à la conquête de l'Europe* 25
- Dominique Bilde :**
Brexit : stop à l'ingérence de l'UE ! 26
- Aurélia Beigneux :** *Pour en finir avec
la surexploitation des animaux en cages* 27

ENTRE NOUS

- Mon questionnaire de Proust
par **Hélène Laporte*** 28
- Mon questionnaire de Proust
par **Jean-Paul Garraud*** 29

LU POUR VOUS

30

Le chiffre

100

C'est le prix d'un kilo de... viande de singe, a révélé Annika Bruna, selon laquelle « le commerce illégal de viandes de brousse est cause d'extinction des espèces mais aussi de développement des pandémies (VIH, Ebola, Covid-19). » Cette viande provient essentiellement d'Afrique.

Elle est consommée en Europe par des communautés expatriées ou utilisée dans la pharmacopée traditionnelle en Asie. Le braconnage se développe : sept tonnes de viande de singe saisies par an en moyenne dans les aéroports de Paris – une infime part des arrivages.

Parmi les solutions : renforcer les contrôles aux aéroports, communiquer sur les risques de zoonoses, collecter des données et développer les alternatives au braconnage (programme DABAC).



Solidarité européenne, vraiment ?



Membre du Groupe ID, **Mathilde Androuët** s'est interrogée dans un tweet sur l'étrange esprit de solidarité européenne « *perçu à la lettre par l'Allemagne qui veut s'autoriser une ingérence industrielle dans les technologies françaises* » notamment dans l'aéronautique militaire (exemple : le prochain avion Dassault). Et l'élue de s'interroger : « *Emmanuel Macron ira-t-il brader nos savoir-faire sur l'autel de l'amitié franco-allemande à sa chère collègue Angela Merkel ?* » ●



Bureaux et téléphones sous surveillance...

A lors que la Commission mène un projet de réforme de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), **Jean-François Jalkh** s'étonne qu'au lieu de transférer vers le nouveau Parquet européen les prérogatives de cet organe administratif (lié à la Commission, composé de fonctionnaires et

censé respecter les droits de la défense), l'OLAF voit ses pouvoirs considérablement augmentés... et empiéter sur les droits individuels. Avec, à la clé, accès aux bureaux, téléphones, et comptes bancaires des agents des institutions, des députés et de leurs assistants, y compris dans leur pays d'origine !

Sectarisme anti-RN

Dans un communiqué, **André Rougé** a dénoncé le « sectarisme » dont il a été victime le 5 février en commission du Développement régional. À l'occasion de

la discussion sur la politique de cohésion et les stratégies régionales pour lutter contre le changement climatique, aucun des amendements déposés avec sa collègue **Mathilde Androuët** n'a en effet été repris par le socialiste croate Tonino Picula dans sa version finale. Et ce, alors même que ces amendements étaient des propositions de simple bon sens concernant l'Outre-Mer (Antilles, Guyane, Mayotte, Réunion)...





Intelligence artificielle et ligne rouge

C'est **Gilles Lebreton** qui a été le rapporteur RN-ID d'un texte adopté en janvier relatif au droit international applicable à l'utilisation

de l'intelligence artificielle, en particulier dans le domaine militaire. Comme l'élu l'a expliqué dans un entretien à *Ouest-France*, ce rapport « souligne la nécessité d'élaborer un cadre juridique et commun au niveau européen pour essayer de conjurer les dangers prévisibles en matière militaire ». Ligne rouge à ne pas franchir : celle du maintien du contrôle humain sur l'utilisation de tout type d'armement ayant recours à l'IA. ●

Campagne "Save Europe" contre l'immigration

Philippe Olivier en a fait l'une de ses priorités : la campagne "Save Europe" (saveeurope.fr), dirigée contre le "Pacte sur l'immigration et l'asile" présenté par la Commission européenne, bat son



plein. Et d'affirmer : « C'est un pacte de submersion migratoire, il n'y a aucun doute là-dessus, quoi qu'en dise la Commission européenne ». S'adressant aux citoyens dans le but de les sensibiliser à cette dérive grave du droit d'asile, la campagne "Save Europe" est portée dans les différents pays européens par les composantes nationales du Groupe ID.



L'idée

En rupture avec le dogme libre-échangiste, Catherine Griset défend une idée forte pour lutter contre le réchauffement climatique : imposer une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne. Cette mesure protectionniste sera selon elle à la fois « favorable au maintien de l'emploi en France » et « contraignante quant aux moyens de transports aérien, maritime ou routier consommateurs d'énergies fossiles ». Et d'appeler à ce que le projet de « loi européenne sur le climat », en débat au Parlement, prenne en compte cette dimension « susceptible de réconcilier industriels et défenseurs de l'environnement ».



Le chiffre

4 %

C'est, pointée par Virginie Joron, la part des données informatiques des Européens stockés sur des serveurs localisés au sein de l'UE.

L'eurodéputé dénonce le manque d'ambition de la politique numérique de l'UE. « Pendant que la Chine impose des associations d'entreprises dans ce secteur, cela traduit la vassalisation de l'Europe à l'égard des autres grandes puissances », dit-elle.

Et d'ajouter que la « souveraineté numérique » qu'elle prône suppose à la fois « puissance de calcul », « maîtrise de nos données » et « connectivité sécurisée ».



“De la ferme à la fourchette”



Chargée d'exprimer le point de vue du Groupe ID sur le dossier « *stratégie de la ferme à la fourchette* », le docteur **Joëlle Mélin** a rappelé avec force la conviction du RN de défense d'« *une agriculture locale et de qualité, permettant aux agriculteurs de disposer d'un juste revenu, et aux consommateurs d'acheter des produits sains pour un prix abordable* ». L'eurodéputé veille en outre à soutenir dans ce dossier les initiatives favorisant la protection de la biodiversité (abeilles, insectes, faune sauvage...), ainsi qu'à promouvoir une relation plus respectueuse de l'homme avec les animaux. ●

ALAIN ROBERT ISIPA



Lutter contre la pédophilie

Député français au Parlement européen, **Jean-Lin Lacapelle** alerte depuis plusieurs mois sur la diffusion de contenus et représentations pédophiles via les réseaux sociaux et le commerce électronique. Il dénonce également le manque d'harmonisation européenne et les vides juridiques au sein de l'UE en matière de

sexualité des mineurs. Concernant l'interdiction des relations sexuelles entre mineurs et majeurs, l'élu considère que c'est l'âge de 15 ans qui doit être retenu afin d'« *assurer une protection maximale aux mineurs et une cohérence des poursuites dans l'ensemble de l'UE.* »

Outre-Mer : aide aux plus démunis

Maxette Pirbakas, représentante RN des Outre-mer au Parlement européen, s'est félicitée dans un communiqué que le Fond



europeen d'aide aux plus démunis (FEAD), créé en 2014, permette d'apporter une aide concrètes aux ressortissants ultramarins les plus nécessiteux en cette période de crise sanitaire aux terribles conséquences économiques pour nombre de régions périphériques. Le FEAD abonde ainsi les aides procurées par la Croix-Rouge, les Restos du Cœur, le Secours populaire et la Fédération françaises des banques alimentaires.



Traités de libre-échange : les “pleins pouvoirs” de la Commission

L'essentiel du travail parlementaire de l'économiste **Hervé Juvin**, membre de la commission du Commerce international, porte actuellement sur la critique du dogme du libre-échange plus que jamais à l'œuvre au sein des institutions de l'UE. « La Commission

s'est arrogée le pouvoir exclusif d'ouverture de négociations des traités de libre-échange, mais aussi de négociation et de conclusion de ces traités de libre-échange qui ne sont qu'ensuite – un peu pour la forme – soumis au Conseil et au Parlement », s'est-il insurgé devant les caméras de RT France. ●

“Rouvrir les portes à la culture”

À l'heure où la survie des cinémas, musées et théâtres est gravement menacée, **Gilbert Collard** membre de la commission



culture et éducation du Parlement européen, plaide pour que la culture soit reconnue comme un « bien

économique essentiel » en Europe. « Vivre dans un monde sans culture, c'est vivre dans un monde déshumanisé et sans racines, résume-t-il dans un tweet. Après un an de pandémie, il faut rouvrir les portes de la culture afin que l'esprit puisse respirer ! »



À la loupe

Julie Lechanteux s'inquiète du piètre bilan de l'Union européenne en matière de bien-être animal. En cause, notamment, le transport des animaux de boucherie vers les abattoirs. Au sein de la Commission spéciale sur le transport des animaux vivants, les élus RN sont les seuls à pointer cette dimension particulière du transport vers les abattoirs ou de celui de l'abattage rituel. La France compte 250 abattoirs



de boucherie produisant chaque année 4 millions de tonnes de viande. L'élue propose de réduire les distances du dernier voyage des animaux et d'imposer l'étourdissement des bêtes afin de réduire leurs souffrances.

La PAC, machine à broyer nos agriculteurs

Abandon. L'UE et les gouvernements français ont livré notre agriculture à la mondialisation et aux normes. Renégociée cette année, la Politique agricole commune en est l'un des instruments les plus mortifères pour nos agriculteurs. Ou ce qu'il en reste...

Comme souvent les chiffres en disent plus que les longs discours. Alors que ne subsistent aujourd'hui que 400 000 agriculteurs en France, ceux-ci étaient... 4 millions en 1962! L'année même du lancement de la PAC (Politique agricole commune)... Une hémorragie d'autant plus effrayante que cette activité à part, intrinsèquement liée à notre identité nationale, a fait bien plus que nourrir les Français : elle a façonné nos paysages, nos campagnes, nos cités, forgé notre mentalité et permis la prospérité de pans entiers de notre économie...

Pour bien comprendre ce terrible processus, il est nécessaire de revenir en arrière. À partir de 1945, et de l'application du Plan Marshall, la France connaît une révolution bouleversant une société rurale aux rythmes inchangés ou presque depuis



GRUPE IDENTITE & DEMOCRATIE

Verbatim

« Pour sauver notre agriculture, nous demandons d'urgence une "exception agricole". »

Jordan Bardella

des siècles : mutations visibles (mécanisation, remembrement...), changements de structures économiques (coopératives, grandes surfaces...) et sociologiques (consécutives à la diminution du nombre d'exploitations), évolution des mentalités...

À partir de 1962, cette révolution a été accompagnée au niveau européen par la mise en place de la PAC, prévue dès le traité de Rome (1957) dans le but, nous promettait-on, d'assurer une « rémunération minimum garantie aux agriculteurs » et des « prix accessibles aux consommateurs ». En 1965 c'est au nom de cette même « défense des intérêts agricoles français » que le général de Gaulle pratiquera la politique de la chaise vide, laquelle débouchera sur le compromis de Luxembourg.

Ancêtre de l'UE, la Communauté économique européenne (CEE) l'assure : son unique objectif est d'assurer notre « souveraineté alimentaire ».

Le « *productivisme* » (augmentation de la production) et le protectionnisme européen sont affichés en « *principes incontournables* ». Pourtant, très rapidement, le masque des fausses promesses tombe. Les nuages s'accumulent. Les intempéries éclatent. Pieds et poings liés à l'Europe par leurs traités, les États sont désarmés pour y faire face.

Avec les années 1980 apparaît l'épreuve de la surproduction laitière. La décennie 1990 sera celle de la baisse des cours mondiaux et d'un nouveau dogme libre-échangiste, compensé par des aides directes aux agriculteurs. Arrivent les années 2000 : une partie des aides sera désormais conditionnée au respect de nouvelles normes, toujours plus contraignantes. Dans le même temps est instauré un découplage vis-à-vis de la production quant à l'attribution de ces mêmes aides.

Conversion de l'agriculture européenne aux libre-échangisme mondial

Circonstance aggravante : la conversion de l'agriculture européenne aux standards du libre-échange mondial, tiré vers le bas par l'agriculture extensive pratiquée sur d'autres continents, est encore amplifié par le biais d'accords internationaux régis par l'idéologie antiprotectionniste de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une évolution qui montre l'ampleur du double discours de nos gouvernants, tel Jacques Chirac promettant en 2004 que « *la réforme de la PAC ne saurait déboucher sur une remise en cause des ambitions agricoles de la France et de l'Europe.* » Quatre ans plus tard, en 2008, la part des exploitants agricoles dans l'emploi total (encore près

Moins de subventions pour nos agriculteurs, plus d'argent pour les migrants !

La Politique agricole commune représente aujourd'hui 40 % du budget de l'Union européenne. Alors même que la France va verser 1,5 milliards d'euros supplémentaires à l'UE, les négociations sur la Politique agricole commune

qui vont s'engager pour les années 2022-2027 prévoient une baisse de 7 à 8 % au minimum des subventions accordées aux agriculteurs français. Une partie des sommes retirées à ces derniers venant alimenter... l'accueil aux migrants. **B. C.**

de 3 % en 2004) tombe pour la première fois sous la barre des 2 %...

Particulièrement diverse dans ses productions, la France présente plusieurs caractéristiques qui la font subir plus que tout autre le "globalisme" de la PAC. Quoi de commun, en effet, entre un céréalier de la Beauce cultivant plusieurs centaines d'hectares, aidé par sa proximité avec l'Axe Seine favorisant l'exportation, et un éleveur de chèvres, fabricant du fromage artisanal en Corse, avec la rigueur du climat méditerranéen et l'isolement induit par une île montagneuse? Entre un cultivateur de canne à sucre des Antilles et un viticulteur du Bordelais?

Pour autant, à cette extraordinaire diversité, répond pourtant, imposé par nos gouvernants français et européens, un quasi-monopole de la représentation syndicale autour du syndicat majoritaire (la FNSEA), promoteur d'un productivisme lié aux intérêts de l'industrie agroalimentaire. Face à lui peinent à exister, depuis les années 1990, deux discours alternatifs : l'un volontiers décroissant et adepte d'une

Depuis l'instauration de la PAC, le nombre d'exploitations agricoles, et d'agriculteurs, est en chute libre. Un drame pour cette profession si vitale, un drame pour la France. ▼

>>



Plutôt que punitif, comme aujourd'hui, le respect de l'environnement doit être incitatif

» écologie punitive (la Confédération paysanne), l'autre porté vers le pragmatisme et le protectionnisme national (les agriculteurs doivent vivre de leur travail plus que de subventions) : la Coordination rurale.

Le localisme : l'une des clés de l'agriculture de demain

Les années 2020 et 2021 seront au Parlement européen celles de la négociation de la nouvelle PAC censée régir la période 2021-2027 (mais qui n'entrera réellement en vigueur qu'en 2022). Principale nouveauté : une volonté affichée de renforcer la subsidiarité et de transférer certains leviers dans l'attribution des aides aux États membres et aux régions. Mais, comme toujours, la réalité est plus opaque. Et nombre d'agriculteurs français s'inquiètent, à raison, des critères de choix arrêtés par les régions et les chambres d'agriculture dans les futurs examens des demandes d'aides financées par la PAC.

Comme ces agriculteurs inquiets, les députés de la Délégation française du Groupe ID sont attachés à des principes simples mais exigeants : la souveraineté, le protectionnisme, la rentabilité et la simplification. C'est Gilles Lebreton, membre de la commission de l'Agriculture et du Développement rural du Parlement européen qui coordonne les travaux sur le sujet. D'autres députés contribuent à la réflexion, tel Maxette Pirbakas sur l'Outre-Mer (régime POSEI). Défenseurs de la souveraineté nationale, les parlementaires européens du RN souhaitent que les États membre conservent le maximum de marges de manœuvre vis-à-vis des décisions de la Commission européenne en matière agricole. Ils sont partisans de la souveraineté alimentaire de la France, rendue possible par la diversité



Verbatim

« J'apprécie beaucoup le soutien du président Macron à une PAC bien financée, et entièrement financée. Il sera intéressant de voir comment ils pourront obtenir le soutien de tous les autres États membres pour cet objectif très important. »

**Phil Hogan,
commissaire
européen
à l'Agriculture,
se moquant
des promesses
d'Emmanuel Macron.**

de ses terroirs et de ses productions, mais aussi de l'Europe qui doit protéger son marché intérieur et non se coucher devant les dogmes libre-échangistes qui prévalent aux discussions en vue de nouveaux traités commerciaux, comme celui négocié, par exemple, avec le Mercosur (ensemble économique des pays d'Amérique du Sud).

Le localisme, défendu par Hervé Juvin, député ID, est l'une des clés de l'agriculture de demain. Seul un protectionnisme conséquent peut à terme permettre la rentabilité du plus grand nombre d'exploitations agricoles françaises et européennes. Le protectionnisme et le développement du marché intérieur sont en outre davantage respectueux de l'environnement (moins de transports internationaux et meilleur contrôle de l'utilisation des produits phytosanitaires).

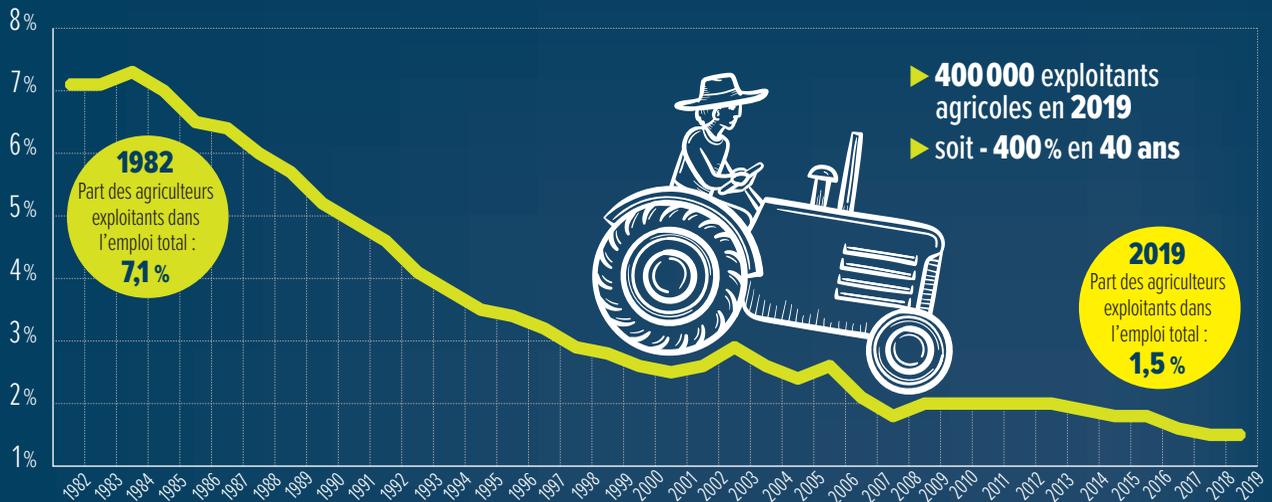
Autre chantier : plutôt que punitif, le respect de l'environnement doit être incitatif, nos agriculteurs croulant sous les normes et les contraintes administratives. Il faut d'urgence simplifier ce mille-feuille réglementaire qui étouffe l'initiative et restreint la liberté de nos agriculteurs. Loin d'être des pollueurs, nos agriculteurs sont conscients d'être des usagers de la nature, au même titre que les populations rurales au sein desquelles ils vivent, dont les chasseurs et les pêcheurs.

Une politique agricole digne de ce nom se doit de promouvoir une image positive de la ruralité et de condamner le harcèlement dont sont victimes de plus en plus d'exploitants de la part d'extrémistes aux pratiques illégales et dangereuses. Il est en outre nécessaire de mieux sensibiliser les enfants à l'école sur les différents aspects de notre agriculture, loin des clichés trop souvent véhiculés par les groupes de pression ayant porte ouverte à Bruxelles et à l'Élysée.

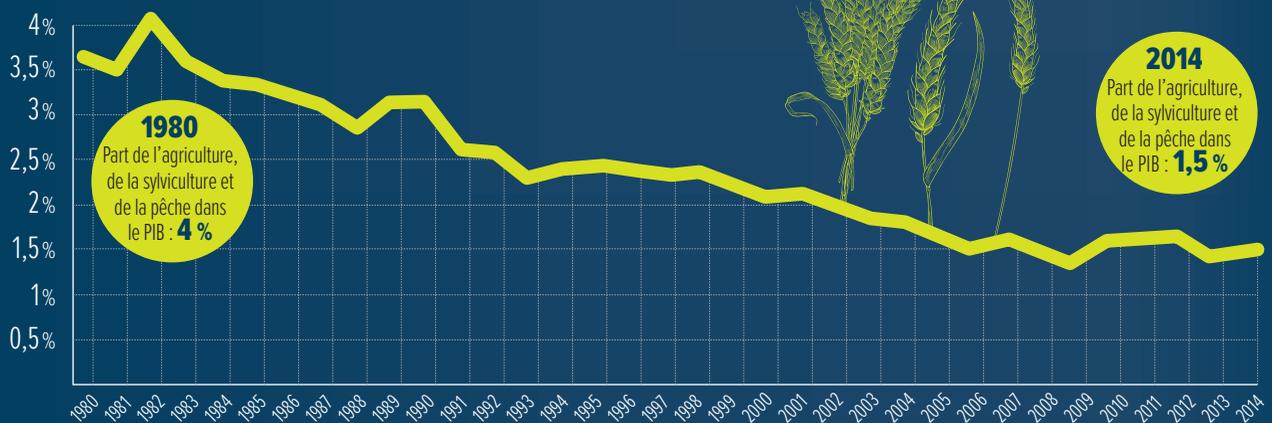
Une lutte sans merci doit enfin être menée contre le recours sans cesse grandissant aux travailleurs détachés afin de mettre fin à cette concurrence déloyale, sans pour autant pénaliser les exploitations agricoles se retrouvant contraintes, malgré elles, et pour équilibrer leurs comptes défaillants, à un recours à cette main d'œuvre à moindre coût. Tout ou presque est à revoir. C'est la "feuille de route" du Groupe ID.

BAUDOIN CINEY

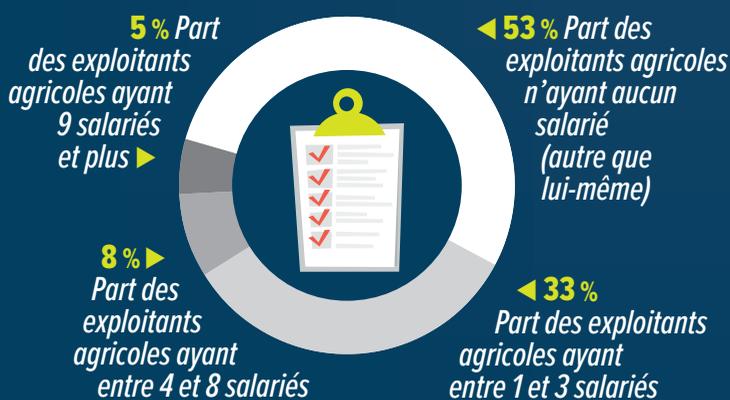
UNE PROFESSION DE PLUS EN PLUS MARGINALISÉE : LE NOMBRE D'AGRICULTEURS EN CHUTE LIBRE...



...UN SECTEUR PESANT DE MOINS EN MOINS DANS NOTRE PIB



LA MAJORITÉ DES EXPLOITANTS N'ONT AUCUN SALARIÉ



EN 2019, LA GRANDE MAJORITÉ DES AGRICULTEURS A PLUS DE 60 ANS

- Part des **60 ans et plus** chez les agriculteurs : **55%**
- Part des **60 ans et plus** chez l'ensemble des personnes ayant un emploi (dont les agriculteurs) : **31%**
- Soit **+ 24%** de **60 ans et plus** chez les agriculteurs



Source : INSEE

PHOTOS : ALAIN ROBERT - IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE



▲ Ci-dessus : France Jamet, député du Groupe ID au Parlement européen. À gauche : marins pêcheurs sur leur chalutier en Méditerranée.

Méditerranée, nos marins pêcheurs en péril

Sacrifiés. La réglementation de l'UE menace les derniers chalutiers français en Méditerranée. À la proue pour les défendre : France Jamet.

Éternels sacrifiés sur l'autel des négociations européennes, exerçant une profession dangereuse, les marins pêcheurs français sont pourtant une composante essentielle de notre souveraineté alimentaire. Membre de la commission de la pêche du Parlement européen et conseillère régionale d'Occitanie, France Jamet a pris l'initiative de réaliser en décembre dernier un reportage vidéo de sept minutes en allant à la rencontre des pêcheurs de Sète (Hérault), premier port de pêche français de la mer Méditerranée.

Un reportage riche d'enseignements. Comme l'explique devant la caméra le directeur du port de pêche, José Linarès, la criée de Sète, qui a connu des débarquements

Le chiffre

59

C'est, aujourd'hui, le nombre de chalutiers français en Méditerranée. Contre 200 dans les années 1970.

de 10 000 tonnes de poissons, n'en connaît plus aujourd'hui que de... 2 000 tonnes. Face à la réduction des jours de mers, celui-ci dénonce l'« acharnement sur le pêcheur français de Méditerranée », désormais menacé de pratiquer une activité professionnelle déficitaire sous l'effet des redoutables quotas "Westmed" inventés par la bureaucratie bruxelloise : on parle ainsi d'abaisser le nombre de sorties journalières autorisées à 140 par an à l'horizon 2024!

Les capitaines de navires s'indignent. Et pour cause : l'UE fait payer aux pêcheurs la note d'une pollution dont ils ne sont pourtant pas responsables. Résultat : depuis les années 1970 nous sommes passés de 200 à 59 chalutiers français en Méditerranée. Il est urgent de mettre fin à cette spirale infernale.

France Jamet s'inquiète donc légitimement de l'absence de renouvellement et de la fin de la transmission des savoirs familiaux. Et met l'accent sur l'importance du localisme pour une sécurité alimentaire maximum. Loin de la pêche industrielle pratiquée par d'autres pays de l'Union européenne, pêcher au plus près, miser sur le poisson frais, c'est en effet offrir les meilleures garanties aux consommateurs.

Nos pêcheurs ne réclament qu'une chose : qu'on les laisse travailler! Et non plus, comme aujourd'hui, d'être subventionnés pour rester à quai... Pour le député européen, la feuille de route des élus RN se résume ainsi : « La France a besoin de ses pêcheurs, défendons-les! » **BAUDOIN CINEY**

RN : pour une “Politique agricole française”

Marine Le Pen au Salon de l'Agriculture en 2019. Contrairement à d'autres, la présidente du RN ne se rend pas au Salon qu'en période d'élections. Voilà plus de trente ans, longtemps incognito, qu'elle y vient chaque année. ▼

Projet. Favorable au remplacement de la PAC par une « politique agricole française », Marine Le Pen, le RN, et les eurodéputés du Groupe ID, sont à l'avant-poste de la défense de nos agriculteurs.

Engagements pris, engagements tenus ! Lors de la campagne des élections européennes de 2019, le RN avait fait de la défense du monde agricole l'une de ses “grandes causes” nationales et européennes. Arrivés en tête du scrutin, ses 27 élus n'ont cessé, depuis, de se montrer fermes et de batailler sur la question. « *Contrairement aux autres formations politiques, je pense notamment aux Républicains, qui à l'époque du RPR s'estimaient “propriétaires” du vote paysan, le RN ne s'est jamais servi des agriculteurs ; il les a en revanche toujours servi* », explique Jérôme Rivière, président du Groupe ID au Parlement européen.

Se disant « *attaché à un modèle social qui n'exclut pas la grande entreprise agricole mais qui est fondé sur la propriété de l'exploitant* », impliquant notamment la création de « *dispositifs d'aides à l'installation des jeunes* », le RN n'a cessé, à travers ses eurodéputés, de rappeler avec force ses priorités en la matière, telles qu'il les avait exposés aux Français avec succès en 2019. Des propositions plus que jamais d'actualité face au véritable drame que vivent nos agriculteurs (lire page 12)...

“Bruxelles ne doit pas décider de la politique agricole de la France”

Parmi celles-ci, outre l'instauration du « *localisme* » (relocalisation des activités humaines, détaxation les circuits courts, sur-taxation des importations mondialisées anti-écologiques...), mais aussi d'un « *juste échange* » pour lutter contre la concurrence déloyale, figure l'objectif d'abroger la PAC pour la transformer en « *politique agricole*



ALAIN ROBERT/SPSA

Le chiffre

35 %

C'est la part d'agriculteurs ayant voté pour Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017. Soit une progression de... 14 points par rapport au scrutin précédent de 2012 (21 %).

française ». Explication signée Hervé Juvin : « *Il n'est plus supportable que des commissaires européens décident de la politique agricole de la France.* » Par la qualité et la diversité de ses productions, notre pays détient en effet une richesse immense, fruit d'un savoir-faire plurimillénaire, de la transmission de traditions et du sacrifice de nos ancêtres... C'est à nous, auquel cet extraordinaire patrimoine a été transmis, qu'il revient de décider de la pérennité de cet héritage !

À rebours des décisions de l'UE et des gouvernements français, poursuit l'eurodéputé, faire le choix de cette « *politique agricole française* » permettra, seul, de « *valoriser cette exceptionnelle richesse en protégeant la polyculture, les petites et moyennes exploitations agricoles et en définissant nos propres objectifs nationaux afin d'assurer notre autosuffisance alimentaire.* » L'inverse, exactement, du projet mondialiste des technocrates de Bruxelles... **E.B.**

“Notre agriculture bientôt aux mains de nouveaux féodaux”

Reportage. Loin des bureaux de la Commission européenne, rencontre, dans son exploitation de la Somme, avec **Éric Lavoine**, syndicaliste, paysan, et fier de l'être. Mais ô combien inquiet du devenir de sa profession.

Ce sont des épagneuls bretons et une pluie battante qui nous accueillent dans cette ferme de 112 hectares au cœur du Ponthieu, non loin d'Abbeville (Somme). Le maître des lieux, Éric Lavoine, 62 ans, producteurs de céréales, de lin et de légumes, milite depuis trente ans à la Coordination rurale, qu'il a représenté à la chambre d'agriculture de son département. Ancien officier de réserve, il s'est engagé sur ce terrain syndical par soif de justice face à ceux « qui veulent remplacer les agriculteurs par des coopératives contrôlées par de nouveaux féodaux ». Avec les terribles conséquences que l'on connaît : la multiplication des suicides et

Verbatim

« Les régions chargées de redistribuer les aides aux agriculteurs dans le cadre de la future PAC ? Ça va être du Brassens : “les copains d'abord”... »

Éric Lavoine,
agriculteur

des divorces, dont chaque jour, ou presque, lui apporte l'écho...

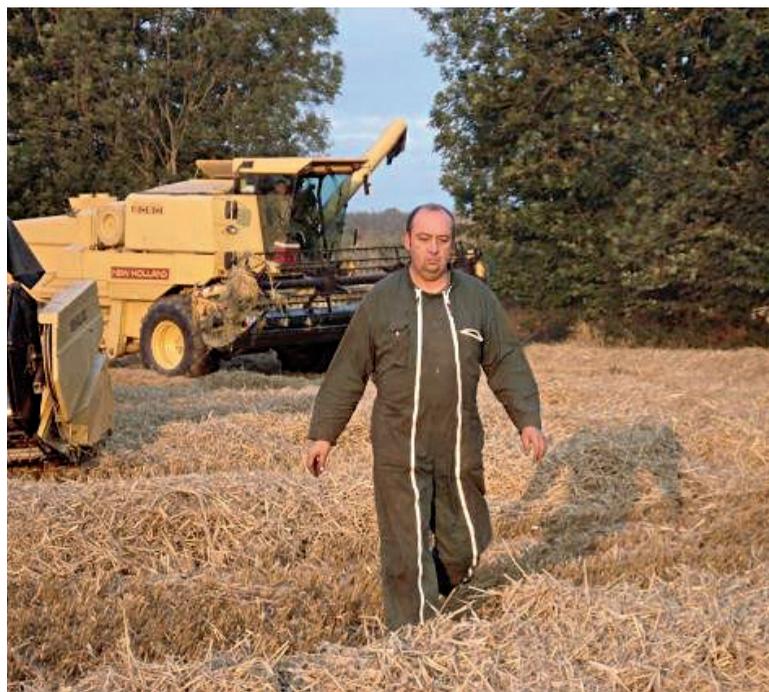
« L'objectif initial de la PAC était d'amener les agriculteurs à devenir autonomes dans un contexte de concurrence mondiale, explique-t-il. De ce point de vue, c'est un réel échec. On a aidé les éleveurs et plus seulement les cultivateurs : pourtant l'élevage est en régression en France tant la rémunération est faible ». Et de s'inquiéter de la réforme en cours : la baisse des contributions de la PAC (lire page 12), mais aussi le projet de « transférer une partie du deuxième pilier vers les régions chargées de redistribuer les aides aux agriculteurs. Chez nous, ironise-t-il, cela risque fort d'être du Georges Brassens : « les copains d'abord ». Ceux qui en profiteront

Quand l'Office français de biodiversité intervient la main sur le revolver !

Réponse d'Éric Lavoine lorsqu'on l'interroge sur la réalité, dans les exploitations, des contrôles liés aux subventions de la PAC : « Ils sont rares, car les contrôleurs ont peur de la réaction des agriculteurs,

reconnait-il. S'ils débarquent chez vous c'est que vous avez été repérés par satellite, drone ou bien que vous avez été dénoncé par une ONG prétendument écologique. » Mais d'ajouter : « Les vrais cowboys, ce sont plutôt les

agents de l'Office français de biodiversité qui interviennent la main sur la crosse du revolver comme si nous étions des criminels. » Un temps, puis : « Heureusement, ils font généralement des erreurs dans leurs procédures... » **B. C.**



PHOTOS : B. C. - D. R.

seront des affidés de l'axe FNSEA-chambres d'agriculture-coopératives. » Selon lui, cette évolution, réalisée sans garde-fous, entraînerait « l'émergence du joug de nouveaux féodaux ». Quant aux nouvelles normes environnementales pesant sur notre compétitivité à l'international, interroge-t-il, « Comment voulez-vous résister quand plus de 99% du soja importé est OGM? » Et d'ajouter : « Un conseiller de Joe Biden aurait récemment évalué la baisse de la production européenne pour toute son agriculture entre 18% et 38% en cas d'application stricte du Green deal, que veut nous imposer l'UE. »

“Les grandes coopératives menacent notre agriculture libre et familiale”

Sur l'évolution souhaitable de l'agriculture vers une meilleure qualité des productions et une limitation des produits phytosanitaires, Eric Lavoine se veut pragmatique : « L'agriculture est une lutte permanente contre la nature, dit-il : météo, insectes, bactéries et virus... Or dans le même temps, les consommateurs veulent des produits à l'esthétique impeccable : des carottes fendues, car ayant poussées trop vite, cela ne marche pas : on les vend au rabais pour les animaux d'agrément alors que leur qualité gustative est intacte. »

Concernant l'évolution du foncier, soumis aux aléas des cessations d'activités, à la reforestation et à l'étalement urbain, notre agriculteur, tout en nous faisant visiter son exploitation, nous fait part de son

inquiétude : « Les terres agricoles françaises appartiennent à une mosaïque de petits propriétaires dont beaucoup ne sont pas exploitants, rappelle-t-il. Dans le même temps, les coopératives achètent des terres mises en vente suite à des prêts hypothécaires non remboursés. Elles ont beaucoup de trésoreries et disposent de grandes capacités d'emprunt. » Selon lui, c'est bien de ce pouvoir grandissant des coopératives que vient le danger pour les agriculteurs : « Si elles deviennent les cellules de base de notre profession, c'en est terminé en France d'une agriculture libre, indépendante et familiale », prévient-il.

Un motif d'espoir, cependant : contrairement à de nombreux autres, son fils Ludovic va reprendre l'exploitation familiale, faisant le choix de perpétuer un savoir-faire ancestral que de remplir dans une carrière de technicien pour une grande marque de matériel agricole. Un fils que nous retrouvons au marché des producteurs d'Ailly-le-Haut-Clocher, initié par des amis d'Eric, et qui regroupe depuis plusieurs mois près d'une vingtaine de producteurs chaque vendredi après-midi. La preuve, loin des caricatures, que nos agriculteurs sont toujours prêts à s'adapter aux nouveaux modes de consommations. À condition qu'on les laisse travailler.

BAUDOIN CINEY

▲ **Eric Lavoine dans son exploitation et au marché fermier d'Ailly-le-Haut-Clocher (Somme). Ancien officier de réserve, il milite depuis trente ans à la Coordination rurale.**

“La réouverture des musées e

Entretien avec Louis Aliot. La décision du maire de Perpignan, fin février, de rouvrir ses musées a fait l'effet d'une véritable bombe politique et médiatique. Retour, avec lui, sur cette affaire, de sa genèse au jugement “100 % politique” du tribunal.

► **60 % des Français, selon l'Ifop, ont approuvé votre décision de rouvrir les musées de Perpignan. Comment l'expliquez-vous ?**

Parce que c'est une décision qui est à la fois de bon sens et d'espoir. De bon sens, d'abord, car nous avons renforcé tous les dispositifs sanitaires. Si Roselyne Bachelot avait accepté mon invitation à venir se rendre compte sur place de la façon dont les choses se déroulent, elle n'aurait pu en revenir que convaincue : tout s'est parfaitement déroulé, et je veux en profiter pour souligner ici l'esprit de responsabilité des près de deux mille visiteurs s'étant rendus au musée. Mais le bon sens, encore lui, c'est aussi de pointer l'extravagant illogisme, pour le pas dire plus, des chefs de l'État et du gouvernement : en quoi est-il plus dangereux de se rendre au musée, en respectant les jauges, que d'être compressé dans les transports en commun ou dans une file d'attente de supermarché ?

► **Vous parliez aussi d'espoir...**

Oui, et c'est le plus important. Tous les témoignages recueillis par les médias confirment ce que nous avons pu constater sur le terrain : cette réouverture des musées a agi comme une bouffée d'air frais : pour les visiteurs, tous très émus, mais aussi pour l'ensemble des habitants. Absolument tous les médias français ont parlé de Perpignan à cette occasion, et pas pour évoquer la délinquance ou la pauvreté, non, la culture ! Le musée Rigaud au 20h de TF1, ce n'est pas tous les jours ! Cela a donné de la ville une image doublement positive : en valorisant



▲ *Louis Aliot au musée d'art Yacinthe Rigaud de Perpignan. Celui-ci, qui travaille en partenariat avec le musée du Louvre, à Paris, fait partie des quatre musées que le maire de la ville a décidé de rouvrir.*

son offre culturelle, donc, mais aussi par sa détermination. Trop longtemps assoupie, la ville a de nouveau montré l'exemple : le monde de la culture en a rêvé, Perpignan l'a fait !

► **Qu'est-ce qui vous a poussé à prendre cette initiative ?**

L'idée cheminait dans mon esprit depuis plusieurs jours, tant je ne comprends pas la fermeture des musées, théâtre et cinéma. Mais nous avons voulu attendre les déclarations de Roselyne Bachelot, la ministre de la Culture, pour agir. Celle-ci ayant entrouvert la porte d'une réouverture prochaine des musées, nous avons voulu

st vitale !”

démontrer par l'exemple que nous y étions prêts dès à présent. Cette décision, beaucoup de maires, et notamment de gauche, auraient aimé la prendre, mais ils n'en ont pas eu l'audace.

► **Justement, une partie de la gauche, sans remettre forcément en cause les réouvertures, s'est émue de ce que ce soit un maire RN qui se retrouve ainsi en première ligne aux côtés du monde la culture...**

C'est qu'ils ne doivent pas lire souvent nos programmes ! Cela participe aux habituelles caricatures dont nous sommes l'objet. Savez-vous qu'à Perpignan la part de la culture dans notre budget atteint 11,5% ! Bien des villes de gauche feraient bien de s'en inspirer...

► **Que représente la culture pour vous ?**

Exactement l'inverse qu'un "commerce non-essentiel", comme elle a été scandaleusement dénigrée par Emmanuel Macron et son gouvernement. Pour ma part, je pense, au contraire, que la culture est non seulement essentielle, mais qu'elle est vitale. Et puis la culture, en plus de ses expositions et spectacles qui nous manquent tellement, c'est notre passé, notre patrimoine, notre civilisation. Toutes choses dont nous considérons que c'est notre mission que de les conserver et les transmettre.

► **Vous pensez que le gouvernement aurait pu vous suivre dans votre initiative ?**

Je suis sûr d'une chose : nous ne pouvons plus sans cesse nous prévaloir dans les mots de la richesse de notre tradition culturelle et l'empêcher de s'exprimer dans les actes. Nous



PHOTOS : ALAIN ROBERT/ISIPA

▲ *Le maire de Perpignan devant le tribunal de Montpellier. C'est Louis Aliot lui-même, avocat de formation, qui a défendu ses quatre arrêtés face à la préfecture qui avait engagé un référé à son encontre. Le verdict, lui, étant connu d'avance...*

ne pouvons plus accepter un discours célébrant l'"exception culturelle française", quand ce discours est systématiquement contredit par les faits – l'attitude de l'État revenant en réalité à empêcher de s'exprimer cette "exception culturelle française". J'ajoute que concernant l'ouverture, au moins partielle, des lieux de culture, plusieurs de nos voisins ont pris des positions nettement plus nuancées qu'Emmanuel Macron et Jean Castex : l'Italie a rouvert une partie de ses musées ; juste de l'autre côté des Pyrénées, en Catalogne, ces mêmes musées continuent d'accueillir du public. Idem pour les théâtres...

► **Selon vous, il faut donc s'habituer à vivre avec le virus ?**

Oui, il faut apprendre à vivre avec une menace nouvelle qui risque de perdurer sous diverses formes dans les années qui viennent. Cela signifie qu'il nous faut, tous, adapter nos modes de vie de façon responsable. Alors que partout ailleurs, ou presque, ils avaient été supprimés, nous avons déjà autorisé fin 2020-début 2021, la tenue d'un marché de Noël, qui a duré un mois, et cela, comme pour les musées, s'est extrêmement bien passé. La responsabilité de tous est l'une des clés d'un retour à une vie plus normale.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR FRANÇOIS GUILLOUX**

Verbatim. « Un gouvernement sans ligne, ni cap, empêtré dans ses contradictions »

J'ai fait appel de la décision de suspendre mes arrêtés municipaux, car tout en faisant mine de s'appuyer

sur les chiffres globaux de la pandémie, celle-ci cache en réalité une décision 100% politique : ce gouvernement sans

ligne ni cap, et empêtré dans ses contradictions, ne veut surtout pas qu'une initiative locale, telle que la nôtre, révèle son inanité.

L'Albanie dans l'UE, attention

Enquête. Co-auteurs de « *L'Albanie dans l'Union européenne : impossible* ». Dominique Bilde et Thierry Mariani répondent par la négative. Et tirent le

L'Albanie dans l'Union européenne : impossible intégration? : c'est le titre du cahier de synthèse, réalisé à l'initiative de Dominique Bilde et Thierry Mariani, par le Groupe ID. Une enquête-choc de 32 pages sur ce petit État montagneux des Balkans (2,8 millions d'habitants) que l'UE veut intégrer à marche forcée. Contre les intérêts de la France. Et contre les intérêts de l'Europe. « *Un pays producteur de réfugiés et de criminalité serait un fardeau supplémentaire* », résume l'ancien ministre Thierry Mariani, président de la droite populaire alliée au RN. « *Il convient donc, ajoute-t-il, de fermer définitivement une porte qui n'aurait jamais dû être ouverte* ». Celle-ci l'est pourtant toute grande. Voilà pourquoi, par cette enquête-choc, mais aussi par son action à Bruxelles et Strasbourg, « *la candidature de l'Albanie, posée en 2009, trouvera toujours le Groupe Identité et Démocratie sur son chemin (...)* Et quand bien même le président de la République tenterait de l'imposer, les députés du Rassemblement national s'y opposeraient avec une détermination inébranlable. »

Cinq raisons principales justifient cette opposition du RN, mais aussi de nombre d'experts : un risque de déstabilisation accrue des Balkans; sa diaspora mafieuse (*lire*



Le rapport

Réalisé par le Groupe Identité et Démocratie, ce cahier de synthèse de 32 pages, riche de nombreuses révélations, est aussi disponible sur notre site : www.id-france.eu

encadré ci-dessous); son mépris des droits de l'homme, ses liens avec la Turquie; enfin sa perméabilité aux réseaux djihadistes.

Concernant le risque de déstabilisation des Balkans, il est d'autant plus grand que l'Albanie, depuis son retour sur la scène internationale en 1992, n'a cessé de lorgner sur sa diaspora composant à elle seule la... quasi-totalité de la population du Kosovo (1,8 millions d'Albanais : 92 % de la population!) mais aussi un quart de celle de Macédoine du Nord (500 000 : 25 % de la population). Cette diaspora est équivalente, ou presque, à sa population résidant sur son territoire (2,8 millions). Circonstance aggravante : sa démographie galopante, directement à l'origine du conflit armé au Kosovo en 1998. « *L'Union européenne aura favorisé la constitution d'une Grande Albanie de tous les dangers* », alerte le rapport. Une menace qui inquiète les États voisins (Serbie, Macédoine du Nord, Grèce...). D'autant plus qu'« *avec la possible future accession du Kosovo au statut de candidat officiel à l'adhésion, une véritable mécanique infernale semble s'être mise en marche.* »

Indifférente à cette « *mécanique infernale* », l'UE l'est aussi sur la question pourtant si cruciale de son immigration. Tout juste se contente-t-elle de relever benoîtement que « *l'Albanie a toujours été un pays*

Mafia : Trafic de drogue et d'êtres humains, vente d'organes...

Ne cessant de s'étendre, pointe le rapport, « *la mafia albanaise est au cœur de nombreux trafics organisés : le trafic de drogue et de stupéfiants, le trafic d'êtres*

humains et la vente illégale d'organes, les réseaux de prostitution et proxénétisme. » Depuis les années 1990, ces « *réseaux criminels albanais s'étendent en Europe, au*

Proche-Orient en en Amérique du Sud ». Ayant rédigé un rapport au vitriol sur l'Albanie en 2018, même le Département d'État américain s'en inquiète! Mais pas l'Union européenne... **B. C.**

danger !

ble intégration ? », signal d'alarme.

d'émigration ». Parmi les pays les plus touchés : la France, où vivent près de 50 000 Albanais. Avec 7 630 demandes d'asiles, l'Albanie est même devenue, en 2017, « le premier pays d'origine des demandeurs d'asile » en France. Et le second, derrière l'Afghanistan, en 2018. Ces « demandeurs d'asile », l'UE nous presse donc de les régulariser alors même qu'ils proviennent d'un pays qu'elle juge pourtant apte à intégrer... Cherchez l'erreur!

L'emprise de la Turquie sur le "pays des aigles"

Tout aussi centrale est la question des droits de l'homme dans ce pays, où « un journaliste sur trois signale avoir subi au moins une agression physique ou verbale en raison de son travail. » Là encore, cela ne semble pas gêner Bruxelles... *Idem* pour sa proximité affichée avec la Turquie d'Erdoğan en pleine dérive totalitaro-islamiste (cf. notre dossier dans Vu d'Europe n°2). Même au niveau culturel, note le rapport de Dominique Bilde et Thierry Mariani, « l'histoire de l'Albanie, ses références et ses rappels de mémoire contemporains se réfèrent davantage, désormais, au fait turc et ottoman ». Pour le reste, c'est une alliance de fait qui unit les deux pays. Au point, depuis 2013, que la Turquie a été décrétée « partenaire stratégique » par l'Albanie. Et qu'Erdoğan, cinq ans plus tard, y a investi pas moins de 3 milliards de dollars! Le "pays des aigles" constituant, il est vrai, un relais essentiel pour les migrants tentant de gagner l'Europe occidentale depuis la Turquie...

Nombre de djihadistes provenant de Syrie transitent, eux aussi, par l'Albanie. Mais le pays est en outre, lui-même,



Verbatim

« Un pays producteur de réfugiés et de criminalité serait un fardeau supplémentaire »

Thierry Mariani

pourvoyeur de combattants de l'islam : pas moins de 800 Albanais ont rejoint l'État islamique (Daech) entre 2011 et 2017. Des solidarités fortes sont nées dans les tranchées. « Un récent rapport d'Europol s'est alarmé du potentiel de la région pour enrôler, entraîner et faire voyager des extrémistes », révèlent les auteurs du rapport.

Difficile, en deux pages, de résumer l'extraordinaire travail d'enquête, avec chiffres et cartes, réalisé par le Groupe ID. Mais suffisant, cependant, avant de se plonger dans le rapport complet, pour acquérir deux certitudes. La première signée Thierry Mariani dans sa préface : « l'Albanie n'a pas vocation à intégrer l'Union européenne ». La seconde de Dominique Bilde dans sa conclusion : « le fait que Bruxelles s'enferme dans cet élargissement traduit la vacuité du projet européen ».

BAUDOUIN CINEY



D. R.

Le tourisme, pilier sacrifié de notre économie

Défi. Pénalisé par les mesures gouvernementales, notre secteur touristique est frappé de plein fouet par la crise. Il doit être sauvé. Et réinventé.



Par **Julie Lechanteux**
Député français RN
au Parlement européen.

Parmi les secteurs les plus touchés par la crise de la Covid-19 il y a le tourisme, un des piliers de notre économie qui pèse 7,2% du produit intérieur brut et emploie 1 200 000 travailleurs. La France est la première destination touristique mondiale avec 90 millions de touristes qui ont visité notre pays en 2019.

Un secteur injustement pénalisé par les mesures gouvernementales qui ont obligé les établissements touristiques, y compris les bars et restaurants, à fermer, et cela nonobstant les travaux d'adaptation

▲ *Julie Lechanteux, avec Marine Le Pen et David Rachline, en juin à Fréjus, à l'occasion d'une rencontre avec les restaurateurs et les professionnels du tourisme, un secteur lourdement touché par les mesures sanitaires.*

entrepris par les établissements touristiques à la suite du premier confinement. Macron nous avait promis le retour triomphal de l'énarchie au pouvoir, on a eu droit à l'anarchie.

Vous l'avez compris, les choix des gouvernements Philippe II et Castex ont fait plus de dégâts que la pandémie du coronavirus, comme le démontre bien la dernière des mesures suicidaires pour ce secteur économique qu'a été la fermeture totale des stations de ski, malgré le fait que le tourisme de montagne soit pratiqué exclusivement en plein air.

Cette crise doit être l'occasion de réfléchir au tourisme de demain, plus vert, plus humain, plus local aussi, puisqu'il est urgent de valoriser nos villages, nos campagnes, la France des clochers riche de son patrimoine culturel et artistique séculaire, mais aussi cenogastronomique unique au monde.

Le tourisme est un secteur économique essentiel, une manne pour l'emploi colossale, et est durable s'il est bien exploité. Le surtourisme, cette augmentation exponentielle des flux touristiques est vécue dans certaines métropoles comme une dégradation de la qualité de vie. Les images cauchemardesques qui nous arrivent de Venise, Barcelone ou Londres où des foules de badauds envahissent rues et trottoirs doivent nous faire réfléchir.

Donnons donc priorité au local, à la redécouverte de nos valeurs, de nos traditions et de notre identité, grâce à notre patrimoine culturel, grâce au savoir-faire de nos artisans, de nos agriculteurs, catégories qui doivent se voir véritablement consacrées en tant qu'acteurs touristiques à part entière.

La Commission européenne n'a jamais considéré le secteur touristique à sa juste valeur, la preuve en est qu'il n'existe même pas de ligne budgétaire dédiée.

Voilà les idées que je défends en tant que membre de la Commission Transport et Tourisme au Parlement européen.

Les élus du Rassemblement National ont été les premiers à proposer un plan de relance du tourisme de 50 milliards d'euros, incluant notamment une annulation totale des charges fiscales et le report des échéances de paiement. ●

Le sultan Erdogan à la conquête de l'Europe

Offensive. Comment le pouvoir turc cherche à instrumentaliser sa diaspora à l'étranger, notamment en France. Une réaction s'impose.



Par **Jordan Bardella**
Député français RN
au Parlement européen.

Alors que s'ouvre le débat sur le projet de loi destiné à lutter contre le "séparatisme", jamais la France n'aura été si durement éprouvée par le totalitarisme islamiste. Le défi auquel devra faire face la France au XXI^e siècle n'est pas seulement sécuritaire. L'islamisme constitue aujourd'hui en France une contre-société à part entière, désireuse non pas de se séparer de la République, mais de s'en emparer, pour mieux la combattre et la détruire. Il possède ses militants, ses relais, ses réseaux et ses associations. Il ne prend pas toujours la peine d'avancer masqué

Recip Erdogan.
Le président turc
« déploie une
stratégie globale
d'ingérence
dans de nombreux
pays européen. » ▼

mais au contraire s'étale au grand jour et constitue même parfois un interlocuteur direct des pouvoirs publics.

La Turquie d'Erdogan a bien compris les bénéfiques qu'elle pouvait tirer de cet islam politique comme outil d'influence à l'étranger. Pourtant, l'ampleur de ses réseaux et la stratégie du néo-sultan Erdogan demeurent méconnues des Français. C'est pourquoi j'ai pris l'initiative de publier un livret qui expose l'idéologie néo-ottomane du pouvoir turc actuel, ainsi que sa stratégie d'influence en Europe, et plus particulièrement en France. L'accumulation des travaux universitaires ou des enquêtes journalistiques le démontre : Erdogan déploie une stratégie globale d'ingérence dans de nombreux pays européens qui accueillent une importante diaspora turque sur le sol. Le pouvoir turc cherche à instrumentaliser cette diaspora, qu'il voit comme un levier d'influence.

La France doit être rendue imperméable aux ingérences turques. Si Emmanuel Macron et son gouvernement entendent réellement combattre l'islam politique sous toutes ses formes, alors la dissolution d'organisations incapables de prendre leur distance avec l'idéologie islamiste ainsi qu'avec un régime étranger hostile s'impose.

Disloquer l'emprise d'Ankara sur les Français d'origine turque doit s'accompagner de la poursuite d'une posture internationale de fermeté à l'endroit de l'activisme régional du néo-sultan. De ce point de vue, l'engagement du Président de la République aux côtés de la Grèce lors des tensions en Méditerranée orientale et en mer Égée était nécessaire et louable. Mais la réponse diplomatique demeure trop faible, notamment en raison de l'incapacité des capitales européennes à décider de sanctions à la hauteur.

La naïveté par laquelle nous pensons jouir d'une société pacifiée à l'intérieur et d'un monde extérieur apaisé par le doux commerce a vécu. Ce constat fait, vient le temps de l'action politique. La paix civile exige de rendre la terre de France invivable aux islamistes et imperméable aux ingérences islamiques étrangères. Dans cette équation, la Turquie d'Erdogan et ses relais locaux doivent être au cœur de nos préoccupations, leur hostilité ne faisant plus l'ombre d'un doute.



Brexit : stop à l'ingérence de l'UE !

Pressions. L'Union européenne ne digère pas la décision des Britanniques d'avoir pris le large.



Par **Dominique Bilde**
Député français RN
au Parlement européen.

Après l'annonce de l'accord trouvé entre l'UE et le Royaume-Uni, on sent : que certains ont du mal à comprendre que la ville de Londres ne s'est pas effondrée sur elle-même; que l'économie britannique ne souffre pas plus de la crise sanitaire que certains pays de l'Union européenne et que Big Ben est toujours bien en place.

Nous pensons que les européens avaient déjà tout osé pour faire régner un vrai climat de terreur. Ils sont pourtant très forts quand il s'agit d'innover en la matière! En effet, ceux-ci semblent maintenant

Big Ben. Contrairement à ce qu'annonçaient les européens, Londres ne s'est pas effondrée après le Brexit. Alors Bruxelles pointe désormais un risque de « dumping social ». ▼

préoccupés par la politique sociale menée de l'autre côté de la Manche. C'est en tout cas ce qui ressort des travaux autour de « l'Accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni » que nous avons mené au sein de la commission EMPL au Parlement européen.

En expliquant son inquiétude face aux réformes que Boris Johnson entend mener dans son pays, l'Union européenne fait semblant de croire que son gouvernement va déréguler toute sa politique de l'emploi.

Après avoir méprisé les électeurs britanniques, voici que l'UE fait semblant de s'intéresser au sort de leurs travailleurs.

Pire : en faisant valoir un risque de "dumping social" et de "concurrence déloyale" que ceux-ci pourraient provoquer, l'Union européenne semble reprendre nos mots pour les utiliser quand ça l'arrange!

Pendant ce temps un traité de libre-échange avec le Vietnam !

Où étaient les européens quand il fallait dénoncer le traité de libre-échange avec le Vietnam, qui contribue vraiment, lui, au dumping social? Personne à l'époque ne s'est gêné pour le voter en dépit du non-respect des droits de l'homme dans ce pays encore gouverné par le parti communiste. La violation de la liberté syndicale que ce dernier impose n'a pas posé de grands problèmes de conscience non plus.

Je ne parle même pas du travail des enfants vietnamiens, à côté duquel les risques que fait peser Boris Johnson sur le droit social britannique n'est pas comparable.

L'Union européenne ne sait plus quoi inventer pour se donner le beau rôle.

Hier, elle se faisait passer pour le garant de la démocratie face aux populistes britanniques.

Aujourd'hui, elle serait devenue un "paradis social" que ces mêmes Britanniques devraient nous envier.

Les députés du Groupe Identité et Démocratie ont décidé de soutenir le choix des Britanniques en disant :

Non à cette ingérence qui n'honore pas la démocratie; oui à la souveraineté du Royaume-Uni ! ●



© WIRESTOCK - STOCK.ADOBE.COM

Pour en finir avec la surexploitation des animaux en cages

Enjeu. Conséquence de la mondialisation, le nombre d'animaux élevés en cage ne cesse d'augmenter. Une situation inacceptable !



Par **Aurélia Beigneux**
Député français RN
au Parlement européen.

La lutte du Rassemblement National contre les effets délétères de la mondialisation n'oublie aucun combat. Les traités de libre-échange signés à tour de bras, le sans-frontiérisme et la religion ultralibérale promue par nos élites sont tout autant de facteurs qui poussent les industriels à entasser les animaux dans des élevages de plus en plus exigus, faisant de l'animal un vulgaire consommable dont ils méprisent la sensibilité et la dignité.

L'origine de la pandémie a permis de mettre le doigt sur ce problème central : le nombre croissant d'animaux élevés en cages dans des conditions indignes, qui subissent des actes barbares et qui sont soumis aux délires de la mondialisation, premier responsable de la surproduction animale.

Isolés et entassés dans des espaces confinés

Des analyses génétiques n'écartent pas que les deux lignées du Sars-CoV-2 à l'origine des deux vagues épidémiques qui ont ravagé l'Europe proviennent des élevages intensifs de visons. Parallèlement à cela, personne ne pourra nier que ces cages restreignent un grand nombre des instincts naturels et renvoient une image inacceptable de notre civilisation.



Au niveau mondial, des milliards d'animaux sont élevés en cage. En Europe, plus de 370 millions d'animaux passent leur vie entière, de leur naissance à leur mort, entre quatre murs. Ils y sont isolés ou bien entassés dans des espaces confinés.

Membre de l'intergroupe sur le bien-être animal, je prends position régulièrement pour en finir avec cette barbarie. Et c'est le localisme, notre modèle économique, qui répond à une majorité de critères éthiques et environnementaux.

Peu importe la finalité de leur élevage, les animaux méritent de voir la lumière du jour et de bénéficier de bonnes conditions de vie. L'enjeu est moral, social, écologique et sanitaire . ●

▲ **Poules élevées en batterie. Sans-frontiérisme et ultralibéralisme poussent les industriels à entasser les animaux dans des espaces de plus en plus exigus.**



Mon questionnaire de Proust par **Hélène Laporte**

Député français RN
au Parlement européen.

- ▶ **Ma vertu préférée :** la tempérance
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :** la ténacité
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
le courage
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**
la bienveillance
- ▶ **Mon principal défaut :** l'obstination
- ▶ **Ma principale qualité :** l'altruisme
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :**
la fidélité et l'humour
- ▶ **Mon occupation préférée :**
la lecture et les films en VO
- ▶ **Mon rêve de bonheur :**
un monde sans enfant malade ni maltraité
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
perdre mes enfants
- ▶ **À part moi-même qui voudrais-je être ?** personne
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** la France
- ▶ **La couleur que je préfère :** le mauve
- ▶ **La fleur que je préfère :** l'orchidée
- ▶ **L'oiseau que je préfère :** le cygne
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :** Molière, Baudelaire
- ▶ **Mes poètes préférés :**
Eluard, Victor Hugo, Verlaine
- ▶ **Mes héros dans la fiction :**
Julien Sorel, Edmond Dantes
- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**
Miss Marple
- ▶ **Mes compositeurs préférés :** Beethoven, Chopin
- ▶ **Mes peintres préférés :**
Monet, Matisse, Kandinsky, et d'autres contemporains moins connus : Pophillat, Airoh, Paule Bernard Roussel, sculptures Orlinski et Jenkell
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :**
policiers, pompiers, chirurgiens
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**
les mères de famille
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :**
Louis Pasteur, Olympe de Gouges, Madeleine Pauliac.
- ▶ **Ce que je déteste le plus :** l'ingratitude
- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**
Catherine de Medicis
- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :**
le massacre de la Saint-Barthélemy



D. R.

- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :**
l'appel du 18 juin
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**
le droit de vote accordé aux femmes
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**
la peinture
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :**
il n'y a rien d'idéal
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** sereine
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**
la maladresse
- ▶ **Ma devise :** Aide-toi et le ciel t'aidera



Mon questionnaire de Proust par **Jean-Paul Garraud**

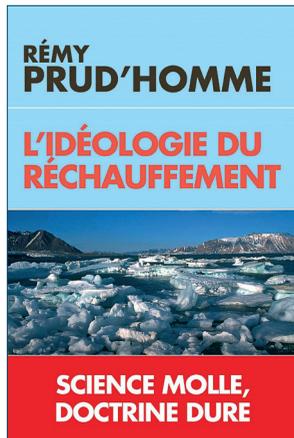
- ▶ **Ma vertu préférée :** la justice
- ▶ **Le principal trait de mon caractère :**
l'audace
- ▶ **La qualité que je préfère chez les hommes :**
la loyauté
- ▶ **La qualité que je préfère chez les femmes :**
l'intuition
- ▶ **Mon principal défaut :** je cherche...
- ▶ **Ma principale qualité :**
le courage, du moins je l'espère
- ▶ **Ce que j'apprécie le plus chez mes amis :** la solidarité
- ▶ **Mon occupation préférée :** l'action
- ▶ **Mon rêve de bonheur :**
Aller vivre en Théorie, car en théorie,
tout se passe bien
- ▶ **Quel serait mon plus grand malheur ?**
pourquoi imaginer le pire?
- ▶ **À part moi-même qui voudrais-je être ?** personne
- ▶ **Le pays où j'aimerais vivre :** la France
- ▶ **La couleur que je préfère :** le bleu
- ▶ **La fleur que je préfère :** le bleuet
- ▶ **L'oiseau que je préfère :** l'albatros
- ▶ **Mes auteurs favoris en prose :**
Druon, Chateaubriand, Audiard
- ▶ **Mes poètes préférés :** La Fontaine, Prévert
- ▶ **Mes héros dans la fiction :**
007..., Le capitaine Haddock

- ▶ **Mes héroïnes favorites dans la fiction :**
Emma Peel (Chapeau melon et bottes de cuir),
Samantha (ma sorcière bien aimée)
- ▶ **Mes compositeurs préférés :**
Tchaikovsky, Bach, Morricone
- ▶ **Mes peintres préférés :** ma fille
- ▶ **Mes héros dans la vie réelle :**
Neil Armstrong, Buzz Aldrin
- ▶ **Mes héroïnes préférées dans la vie réelle :**
Marie Curie, Jacqueline Aurillac
- ▶ **Mes héros dans l'histoire :**
Napoléon 1^{er}, Charles de Gaulle
- ▶ **Ce que je déteste le plus :** passer l'aspirateur...
- ▶ **Le personnage historique que je déteste le plus :**
Judas
- ▶ **Les faits historiques que je méprise le plus :** la Shoah
- ▶ **Le fait militaire que j'estime le plus :** Austerlitz
- ▶ **La réforme que j'estime le plus :**
le droit de vote aux femmes
- ▶ **Le don de la nature que je voudrais avoir :**
un sixième sens...
- ▶ **Comment j'aimerais mourir :** debout
- ▶ **L'état présent de mon esprit :** clair et net
- ▶ **La faute qui m'inspire le plus d'indulgence :**
celle qui est avouée
- ▶ **Ma devise :** quand la prudence est partout,
le courage n'est nulle part.



Député français
RN au Parlement
européen.

D.R.



RÉMY PRUD'HOMME

L'Idéologie du réchauffement. Science molle et doctrine dure

(L'Artilleur, 2020 — 2^e édition, 1^{ère} publication : 2015 —)

Initialement publié en 2015, cet ouvrage désormais paru en poche, passe au crible la politique environnementale menée par les grandes institutions mondiales, sous la houlette du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat).

Qu'on ne s'y trompe pas : l'auteur ne nie pas la réalité du réchauffement climatique. Universitaire, ancien directeur-adjoint de l'environnement à l'OCDE, Rémy Prud'homme déplore l'idéologie selon laquelle le réchauffement climatique serait uniquement lié à l'augmentation des émissions de CO₂, issues de l'activité humaine.

Martelée par les organisations internationales et les médias, cette vision nie une réalité plus complexe et se fonde sur un discours catastrophiste et culpabilisant. Dans cette étude précise, étayée par des chiffres et des exemples concrets, l'auteur invite à la prudence : la climatologie est une science encore embryonnaire, qui a du mal à garder son indépendance vis-à-vis du politique.

Le discours réchauffiste encourage des politiques de lutte contre le réchauffement climatique se limitant à une réduction des rejets de CO₂. Très arbitraires, celles-ci créent une opposition entre pays développés et pays en voie de développement, et au sein des pays développés, entre les plus pauvres et les plus aisés.

Une vision critique salutaire, qui n'épargne pas la chimérique croissance verte et invite les dirigeants à plus d'audace face à l'idéologie ambiante. **CLAIRE VINEY**



CLAIRE KOÇ

Claire, le prénom de la honte

(Albin Michel, 2021.)

Fille d'immigrés turcs, Cigdem Koç arrive en France en 1984 à l'âge d'un an. En 2008, après deux ans d'attente, elle obtient la nationalité française et reçoit le prénom de Claire qu'elle a choisi. Lorsqu'elle annonce la nouvelle à ses parents et ses frères, c'est la douche froide. Sa famille rejette son choix qui lui fait honte. « *Et la prochaine étape, c'est quoi ? Nous ramener un mari français ? Te convertir ?* », lui lance son père.

Il faut dire que Claire a beau avoir grandi en France, ses parents ont tout fait pour l'éduquer dans les codes de la communauté turque, l'une des plus endogames de France. La journée, à l'école, on parle français, mais le soir, à la maison, on parle turc, on cuisine turc, on regarde l'actualité turque.

Loin des discours désincarnés, cet ouvrage a l'avantage de livrer un récit personnel, vécu de l'intérieur. L'auteur dénonce aussi bien le rejet quasi-sectaire de sa famille que les réactions de certains Français de souche adeptes du multiculturalisme face à sa démarche d'assimilation. Journaliste, elle n'épargne pas les dirigeants irresponsables et les associations d'aide aux immigrés qui, au lieu de les encourager à l'autonomie, les maintiennent dans une posture confortable et passive de victimes.

« *Posséder une double culture n'est pas une richesse, c'est un tiraillement permanent.* », confie Claire Koç. Un courageux et touchant plaidoyer pour l'assimilation. **C. V.**

L'ALBANIE DANS L'UNION EUROPÉENNE ?



POUR NOUS

C'EST NON !





VU D'EUROPE

L'ÉMISSION DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE RASSEMBLEMENT
NATIONAL / GROUPE ID AU PARLEMENT EUROPÉEN

À retrouver tous les 15 jours sur les réseaux sociaux de vos députés français
au Parlement européen et de la Délégation française du Groupe ID.



Retrouvez l'actualité
de la Délégation
et inscrivez-vous à sa lettre
d'information en ligne sur

www.id-france.eu

